

Droit du numérique (fiche nationale)

RNCP38172 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	120, 128
Formacode(s)	13238, 46330
Code(s) ROME	K1902, M1802, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

LA ROCHELLE UNIVERSITE - UNIVERSITE DE LA ROCHELLE · SIRET : 19170032700015

UNIVERSITE MARIE ET LOUIS PASTEUR (UMLP) · SIRET : 93810656400017

UNIVERSITE DE CORSE P PAOLI · SIRET : 19202664900264

UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE · SIRET : 19251215000363

UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE (URCA) · SIRET : 19511296600799

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE PARIS CITE · SIRET : 13002573700011

UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE · SIRET : 19141408500016

UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

AVIGNON UNIVERSITE · SIRET : 19840685200204

UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE · SIRET : 13003061200019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

Partenaires habilités

6 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 3 à former et organiser l'évaluation et 3 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSAS EXECUTIVE EDUCATION	93506081400016	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION POUR LA FORMATION DES INFORMATIENS PAR L'APRENTISSAGE	39108721000046	Former

FORMA SUP ARL	439039611000 25	Former
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	428135255000 50	Former
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	420718173000 65	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE	775624240000 13	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Conseil en droit du numérique
- Conseil en intelligence économique et en e-reputation
- Conseil en matière protection des actifs immatériels de l'entreprise (propriété intellectuelle, secrets des affaires)
- Conseil en protection et valorisation des données, relatif notamment aux fonctions de délégués à la protection des données personnelles (DPO, data protection officer)
- Conseil en protection d'actifs dématérialisés
- Conseil en matière de cybersécurité, de cyberdéfense et de lutte contre la cybercriminalité
- Conseil au sein d'associations ou institutions de défense des droits fondamentaux
- Rédaction de documents et d'études relatifs à la protection des données personnelles (registres, études d'impact...)
- Mise en place et suivi d'une veille juridique dans le domaine du droit du numérique
- Accompagnement des projets de développement numérique de l'entreprise
- Conseil et formation auprès des opérationnels
- Participation à la négociation, rédaction et suivi des actes juridiques dans le domaine du numérique
- Établissement de documents légaux et de dossiers (données personnelles, cryptologie, établissement des réseaux...)
- Représentation externe et discussions avec les autorités compétentes
- Coordination de l'intervention d'avocats, d'experts ou de conseils extérieurs
- Participation à la stratégie d'aménagement numérique des territoires
- Rédaction de dossiers, notes de synthèse et d'analyses juridiques
- Articulation des normes des différents ordres juridiques
- Analyse et application d'instruments normatifs internationaux et européens (traités, contrats, résolutions...) et de textes législatifs et réglementaires
- Étude critique des arrêts rendus par les juridictions internationales, européennes et nationales
- Construction d'argumentations cohérentes concernant toute question juridique associée à la mise en œuvre de la technologie numérique
- Gestion des contentieux dans des litiges associés à la mise en œuvre de la technologie numérique
- Assistance juridique et conseil
- Participation dans la négociation et l'établissement d'instruments normatifs intéressant la mise en œuvre de la technologie numérique
- Veille juridique dans les domaines du numérique et du droit du numérique
- Rédaction de documents et d'études relatifs à la protection des données personnelles (registres, études d'impact...)

- Accompagnement des projets de développement numérique de l'entreprise
- Conseil et formation auprès des opérationnels
- Gestion du précontentieux et du contentieux dans les domaines concernés

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Identifier et qualifier les sujets de droit concernés (plateformes, contrôleurs d'accès, intermédiaires techniques, prestataires ou fournisseurs de services numériques, concepteurs de systèmes algorithmiques, utilisateurs, etc.)
- Identifier et qualifier les objets de droit concernés (le hardware, le software et les datas, créations, œuvres, inventions, etc.)
- Réactiver les régimes juridiques potentiellement applicables (régime de police, réglementation nationale et européenne, approche par la régulation (ex ante, ex post, symétrique, asymétrique))
- Affiner les notions juridiques à mobiliser (données, services, marchés, marchandises, biens, droits et libertés)
- Expertiser les régimes juridiques sous-jacents ; droit dur (interdiction, obligation, réglementation) ; droit souple (lignes directrices, charte, code de bonne conduite, norme technique, label, etc.)
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit du numérique
- Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit du numérique
- Définir les enjeux contentieux : voie juridictionnelle et procédures d'urgence, voie alternative de règlement des différends
- Définir les enjeux économiques : stratégie des écosystèmes numériques, stratégie des plateformes, valorisation des données, lutte contre les monopoles et pratiques restrictives de concurrence, etc.
- Définir les enjeux éthiques : relation humain-machine, évaluation des risques associés au déploiement de l'intelligence artificielle, etc.
- Définir les enjeux sociétaux : lutte contre la désinformation, la haine en ligne, la viralité des contenus sur les

réseaux sociaux, désintermédiation, etc.

- Connaître l'environnement institutionnel du numérique : autorités publiques et administratives de régulation (ARCOM, CNIL, ARCEP, Autorité de la concurrence), les organes d'expertise (PeREN, ANSSI), services de l'Etat (Etalab, DINUM), Union européenne, Conseil de l'Europe, OMPI, UIT, etc.
- Connaître les acteurs majeurs et structurants du marché numérique (GAFAM, NATU, BATIX, FAI, hébergeurs, fournisseurs de contenus, éditeurs de contenus, INTEL, STMicroelectronics, etc.)
- Suivre le fonctionnement des institutions internationales, européennes et nationales pour en maîtriser les enjeux
- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié au numérique
- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète
- Identifier les problématiques juridiques et techniques des différentes stratégies des organisations afin de protéger ses intérêts (ex : les industries créatives et culturelles)
- Proposer des stratégies juridiques et techniques pour l'organisation
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique et technique
- Procéder à une veille juridique et technique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'organisation concernés par le numérique
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques de l'organisation pour les mettre en œuvre, et éviter la réalisation du risque (faille de sécurité, risque réglementaire, atteinte à la souveraineté des États, atteintes aux droits et libertés fondamentaux)
- Prendre part au pilotage de l'organisation afin de protéger ses intérêts
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins de l'organisation
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options, évaluation des effets des systèmes algorithmiques d'aide à la décision)
- Identifier le régime juridique des différents actes nécessaires à la sécurisation et transparence des activités et services numériques
- Identifier les différents écosystèmes et les stratégies de marché
- Être en mesure de définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'organisation
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrat, smart contrat, NFT)
- Introduire les modes alternatifs de règlement des différends et les accompagner dans le cadre d'une approche par la régulation (ICANN, ARCEP, ARCOM, Autorité de la concurrence)
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'organisation
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Accompagner l'organisation devant les instances nationales, européennes et internationales pour le règlement des différends

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38172BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC05 — Identifier et qualifier les éléments relevant du droit du numérique en fonction de la situation juridique à analyser et l'organisation concernée

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et qualifier les sujets de droit concernés (plateformes, contrôleurs d'accès, intermédiaires techniques, prestataires ou fournisseurs de services numériques, concepteurs de systèmes algorithmiques, utilisateurs, etc.)
- Identifier et qualifier les objets de droit concernés (le hardware, le software et les datas, créations, œuvres, inventions, etc.)
- Réactiver les régimes juridiques potentiellement applicables (régime de police, réglementation nationale et

européenne, approche par la régulation (ex ante, ex post, symétrique, asymétrique)

- Affiner les notions juridiques à mobiliser (données, services, marchés, marchandises, biens, droits et libertés)
- Expertiser les régimes juridiques sous-jacents ; droit dur (interdiction, obligation, réglementation) ; droit souple (lignes directrices, charte, code de bonne conduite, norme technique, label, etc.)
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit du numérique
- Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit du numérique
- Définir les enjeux contentieux : voie juridictionnelle et procédures d'urgence, voie alternative de règlement des différends.
- Définir les enjeux économiques : stratégie des écosystèmes numériques, stratégie des plateformes, valorisation des données, lutte contre les monopoles et pratiques restrictives de concurrence, etc.
- Définir les enjeux éthiques : relation humain-machine, évaluation des risques associés au déploiement de l'intelligence artificielle, etc.
- Définir les enjeux sociétaux : lutte contre la désinformation, la haine en ligne, la viralité des contenus sur les réseaux sociaux, désintermédiation, etc.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC06 — Identifier et connaître les institutions spécialisées dans le domaine du numérique et le vocabulaire associé

LISTE DE COMPÉTENCES

- Connaître l'environnement institutionnel du numérique : autorités publiques et administratives de régulation (ARCOM, CNIL, ARCEP, Autorité de la concurrence), les organes d'expertise (PeREN, ANSSI), services de l'Etat (Etalab, DINUM), Union européenne, Conseil de l'Europe, OMPI, UIT, etc.
- Connaître les acteurs majeurs et structurants du marché numérique (GAFAM, NATU, BATIX, FAI, hébergeurs, fournisseurs de contenus, éditeurs de contenus, INTEL, STMicroelectronics, etc.)
- Suivre le fonctionnement des institutions internationales, européennes et nationales pour en maîtriser les enjeux
- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié au numérique
- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC07 — Gérer la protection des intérêts juridiques et techniques d'une entité concernée par le numérique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les problématiques juridiques et techniques des différentes stratégies des organisations afin de protéger ses intérêts (ex : les industries créatives et culturelles)
- Proposer des stratégies juridiques et techniques pour l'organisation
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique et technique
- Procéder à une veille juridique et technique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'organisation concernés par le numérique
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques de l'organisation pour les mettre en œuvre, et éviter la réalisation du risque (faille de sécurité, risque réglementaire, atteinte à la souveraineté des États, atteintes aux droits et libertés fondamentaux)
- Prendre part au pilotage de l'organisation afin de protéger ses intérêts

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC08 — Fournir un appui juridique à la prise de décision fondée sur une analyse des risques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins de l'organisation
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options, évaluation des effets des systèmes algorithmiques d'aide à la décision)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC09 — Négocier et rédiger des documents d'information, des contrats et des conditions générales d'utilisation (CGU)

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier le régime juridique des différents actes nécessaires à la sécurisation et transparence des activités et services numériques
- Identifier les différents écosystèmes et les stratégies de marché
- Être en mesure de définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'organisation
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrat, smart contrat, NFT)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP38172BC10 — Prévenir et gérer un contentieux dans le domaine du droit du numérique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Introduire les modes alternatifs de règlement des différends et les accompagner dans le cadre d'une approche par la régulation (ICANN, ARCEP, ARCOM, Autorité de la concurrence, etc.)
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'organisation
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Accompagner l'organisation devant les instances nationales, européennes et internationales pour le règlement des différends

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69.10 : Activités juridiques

69-10-15 Services juridiques en matière de brevets, droits d'auteurs et autres droits de propriété intellectuelle

84-11 : Administration publique générale

94 : Activités des organisations associatives

70-22 Services de conseil en matière d'affaires et de gestion

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise ou conseil junior spécialisé en droit du numérique
- Juriste d'entreprise junior ou en cabinet spécialisé en intelligence économique (recherche, collecte et exploitation d'informations, protection des actifs immatériels : données, propriété intellectuelle, secrets d'affaires)
- Juriste d'entreprise junior spécialiste de l'e-reputation
- Juriste d'entreprise junior spécialiste du droit des données numériques

- Juriste junior du secteur de la cyberdéfense.
- Juriste junior spécialiste de la cybersécurité et de la lutte contre la cybercriminalité
- Juriste junior travaillant au sein d'institutions publiques (notamment les institutions administratives indépendantes) spécialisées dans les domaines concernés
- Juriste junior au sein d'une association ou d'une institution de défense des droits fondamentaux
- Délégué à la protection des données

Après réussite à un concours :

- Avocat

Après quelques années d'expérience :

- Responsable de la sécurité des systèmes d'information

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 749 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en communication et information (35 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) M2X93 — Experts et consultants en systèmes d'information · tension 5/5 (Très élevée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	8 808
Jugés difficiles à recruter	43 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats M2X93 — Experts et consultants en systèmes d'information P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 140 €
--------------------------------	---------

Selon la branche

5 717 € – 8 575 €

Prise en charge	Branches concernées
8 140 €	Valeur par défaut · 194 branches
8 575 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC), CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes, CPNFPE des sociétés d'assurances
8 500 €	CPNEFP de la branche des prestataires de services du secteur tertiaire, CPNEFP de la branche négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques
8 000 €	CPNE chimie, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique
6 300 €	CPNE Branche Caisse d'Epargne, CPNE de la branche Banque Populaire
8 300 €	CPNEFP des industries électriques et gazières
8 280 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 914 €	CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films
7 735 €	CPNEF de l'audiovisuel
7 600 €	CPNE des Télécoms
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 800 €	CPNE Banque
5 717 €	CPNEFP de l'industrie cimentière

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/12/2028

Date de dernière délivrance possible 31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP34089

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-reims.fr/>

<https://www.univ-amu.fr/>

<https://www.univ-fcomte.fr/>

<https://www.unicaen.fr/>

<https://www.universita.corsica.fr/>

<https://www.univ-lille.fr/>

<https://www.univ-poitiers.fr/>

<https://www.pantheonsorbonne.fr/>

<https://u-paris.fr/>

<https://www.parisnanterre.fr/>

<https://www.u-pec.fr/>

<http://www.assas-universite.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38172/>

Où se former

Formations référencées	13
Organismes	6
Régions couvertes	3
Prix indicatif	1 900 € – 16 728 €
Durée	20 – 1466 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	8
Organismes gestionnaires (CFA)	4
Organismes formateurs	4
Régions couvertes	4
Départements couverts	4
Organismes certifiés Qualiopi	4
Sessions	de 09/2025 à 09/2029

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	4
Parcours menés à terme	3
Taux d'achèvement	75 %
Période	09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	22
Montant total engagé	87 464 €
Coût moyen par dossier	3 976 €
Durée moyenne	110 h
Période	09/2025 – 09/2026
France compétences	69 %
Reste à charge titulaire	25 %

France Travail	2 %
Entreprise	2 %
OPCO	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.